

Module III : La social-démocratie au XXI^e siècle

– Défis & Perspectives

Script

Intro du module [slide 1] : Dans ce module, il s'agira surtout d'analyser la situation actuelle de la social-démocratie, de mettre en évidence les problèmes et les défis actuels, mais aussi de proposer des solutions et d'en discuter.

Déroulement du module [slide 2] : Tout d'abord, nous allons rassembler en vrac les défis actuels du PS. Ensuite, je ferai une introduction, puis nous discuterons des solutions en groupes en s'appuyant sur différentes lectures

- **ThinkPairShare + Mise en commun**
- **Poursuite de la présentation** [à partir de la slide 3]

Nous n'avons pas besoin nous voiler la face : au niveau international, la social-démocratie est en crise électorale. Depuis les années 1990, elle a perdu en moyenne 10 à 15% des voix aux élections nationales. Certains partis sociaux-démocrates ont littéralement été réduits à l'insignifiance. Par exemple, le PASOK grec, le PvdA néerlandais et le Parti socialiste français. Le SPD allemand, le Partito Democratico italien, les partis travaillistes de Grande-Bretagne et de Norvège et les partis sociaux-démocrates de Finlande, de Suède et du Danemark ont subi de lourdes pertes. Souvent, ces partis n'ont pu se maintenir au gouvernement que parce qu'ils ont collaboré avec des alliés renforcés comme les Verts.

Mais il y a aussi des exceptions, les partis sociaux-démocrates ibériques PSOE (Espagne) et PS Portugal ont réussi à progresser lors des dernières élections. [slide]

Vous pouvez voir ici l'évolution dans les différents pays sous forme de graphique. Ce qui est également frappant, c'est que le PS Suisse est resté relativement stable, bien qu'il ait lui aussi enregistré en 2019 son plus mauvais résultat historique depuis l'introduction du système électoral proportionnel. Mais dans tous les pays, à l'exception de l'Espagne et du Portugal, on constate une tendance négative. Pourquoi ? [slide]

Eh bien, ce que l'on entend toujours dans les médias, c'est le récit suivant : la classe ouvrière historique migre de la gauche vers la droite radicale possiblement en réaction aux politiques néolibérales de la « troisième voie » de Blair et Schroeder et en réaction aux positions actuelles de la social-démocratie avec son accent sur l'*Identity Politics* et la *Political Correctness* ainsi que l'immigration et le climat. La classe ouvrière préférerait une autre orientation de la social-démocratie et retrouveraient sa position socialement conservatrice marquée auprès de la droite populiste. [slide]

C'est pourquoi, d'après cette narrative, la gauche devrait se déplacer politiquement vers le centre afin de pouvoir s'adresser aux laissés-pour-compte et aux « *somewheres* »¹. Elle

¹ Les « *somewheres* » sont plus enraciné·e·s et moins bien formé·e·s. Pour eux·elles, l'appartenance à un groupe, la familiarité et la sécurité sont importantes. Ils·Elles ont une « identité attribuée » basée sur l'appartenance à un lieu et à un groupe, ce qu'ils·elles ont tendance à être adverses aux changements.

devrait donc se prononcer pour une limitation de l'immigration et dire adieu à la politique post-matérialiste. C'est ce que l'on entend régulièrement. Mais est-ce que c'est vrai ? [slide]

Non. Il n'y a pas de preuve empirique que la social-démocratie perd du terrain au profit de la droite. Mais il est vrai qu'ils perdent au profit d'autres partis progressistes, c'est-à-dire les Verts, la gauche radicale ou les partis socio-libéraux (mot-clé : Verts libéraux). Les pertes de voix sont sur-représentées dans la classe moyenne éduquée. [slide]

De plus, la composition des couches sociales a changé. Alors qu'auparavant, 2/3 de la classe ouvrière se trouvait dans la classe moyenne, aujourd'hui, c'est l'inverse et la classe ouvrière restante a de moins en moins le droit de vote, ce qui signifie que les Suisse·sse·s sont sous-représenté·e·s dans cette classe ouvrière. Cette réduction de la classe ouvrière signifie pour la social-démocratie que, pour rester majoritaire, elle doit devenir attractive pour d'autres couches d'électeur·trice·s, ce qui implique un conflit d'objectifs. Si l'on se tourne vers de nouveaux·elles électeur·trice·s, on risque de décevoir et de perdre les ancien·ne·s électeur·trice·s habituel·le·s. Mais pourquoi l'électorat a-t-il changé ? [slide]

Nous l'avons déjà un peu évoqué dans le module I, c'est lié au changement structurel de la société depuis les années 1970. Ce changement structurel est un effet secondaire, également voulu, des améliorations apportées au milieu du 20^{ème} siècle.

- A partir d'une révolution de l'éducation où la perméabilité et la mobilité sociale ont été améliorées, une nouvelle classe moyenne s'est formée, qui représentait environ 30 à 40% de la société.
- De plus, au moins dans le Nord global, on constate une augmentation générale du niveau d'éducation et de richesse dans la deuxième moitié du siècle dernier. Cette augmentation a toujours été encouragée par la social-démocratie, qui a défendu l'augmentation des dépenses d'éducation, l'extension de la sécurité sociale et des salaires élevés, elle est donc au moins co-responsable du fait que son propre électorat a changé.
- En outre, une augmentation de l'importance des « valeurs post-matérielles » a eu lieu en même temps, la crise climatique est devenue le défi central de l'époque actuelle, les aspects de genre sont apparus sur la carte politique, tout comme la migration et quelques autres discussions plutôt abstraites qui ont remplacé les discussions sur les salaires, la sécurité de l'emploi, les pensions et les classes du 19^{ème} siècle.
- Les partis prenant en compte cette nouvelle politique post-matérielle ont gagné en espace et donc en influence.
- En rapport avec la révolution de l'éducation, on peut aussi parler de tertiarisation, c'est-à-dire le déplacement du travail loin de l'industrie et vers les services.
- Ce qui fait que le prolétariat industriel historique a presque disparu dans le Nord global et que les employé·e·s de l'industrie et de l'artisanat sont en baisse constante depuis 1975.
- Malgré cela, de nombreuses personnes sont encore exploitées dans un style très similaire à celui des ouvrier·ère·s d'usine du 19^{ème} siècle. Mais ces personnes ne sont pas majoritairement blanches, masculines et titulaires de la nationalité suisse, mais souvent féminines, migrantes et ne maîtrisant pas la langue du pays. On parle d'un prolétariat de services ou d'un précaire. Car souvent, ces personnes n'ont pas non plus d'emploi fixe et doivent trouver plus d'un emploi pour joindre les deux bouts. [slide]

J'aimerais développer un peu plus ce point, car le terme de **précarité ou de précarisation**, revient souvent.

Oliver Nachtwey, un sociologue bâlois, a publié en 2016 le livre « *Die Abstiegsgesellschaft* »², dans lequel il écrit : « La société de l'ascension et de l'intégration sociale est devenue une société du déclin social, de la précarité et de la polarisation ». [slide]

Cela signifie que pendant la période entre l'industrialisation et le milieu du 20^{ème} siècle, l'ensemble de la population ou presque s'est élevée et que la sécurité et l'intégration sociales ont progressé (du moins dans le Nord global), ce qui correspondrait à un « ascenseur collectif » que l'ensemble de la population a pris pour monter. Cela a changé à partir des années 1970, l'époque que Nachtwey appelle la « modernité régressive ». Les revenus moyens ont commencé à baisser, un nouveau secteur de bas salaires est apparu, 1/3 des emplois sont précaires (nous allons bientôt approfondir cette thématique) et même la classe moyenne nouvellement créée est sous pression. L'ascension professionnelle n'est pas automatiquement synonyme d'ascension sociale et de sécurité. [slide]

On peut prendre de l'image d'un escalator, qui, pour beaucoup descend, l'écart entre les individus augmentent, parfois certain·ne·s doivent courir contre l'escalator pour pouvoir seulement maintenir leur statut et tou·te·s sont en compétition permanente, car celui·celle qui ne court pas perd. [slide]

Cela conduit à la propagation des formes de travail précaires. Les travailleur·euse·s sont donc de plus en plus souvent en contrat à durée déterminée, au chômage partiel, à la demande, à temps partiel involontaire, en intérim, etc. Ils·Elles doivent travailler à distance, en *crowd working*³, en *home office*, en franchise, coincés dans des stages sans fin ou en *freelance*. On peut continuer cette liste à l'infini, mais j'espère que tu as compris ce que je veux dire.

Ce qui est intéressant, c'est que cette précarisation ne touche pas seulement les non diplômé·e·s, mais aussi les personnes ayant une formation supérieure, comme les graphistes, les sociologues diplômé·e·s, les gestionnaires d'entreprise, etc. Une formation élevée ne protège donc pas de la précarité. Cela concerne aussi bien les indépendant·e·s que les employé·e·s, les jeunes qui viennent d'entrer sur le marché du travail, mais aussi les travailleur·euse·s de plus de 50 ans. C'est donc un phénomène qui se répand dans toute la société et qui ne s'arrête en fait qu'à la fortune existante (héritée). [slide]

La situation du précarat est décrite par Bourdieu de la manière suivante : « La précarité a des effets profonds sur celui·celle qui la subit. En laissant l'avenir dans l'incertitude, elle prive la personne concernée de toute anticipation rationnelle de l'avenir et, surtout, de ce minimum d'espoir et de foi en l'avenir qui est nécessaire pour se révolter, surtout collectivement, contre un présent aussi insupportable soit-il »⁴. [slide]

² « La société du déclin »

³ La production participative, l'externalisation ouverte ou la myriadisation, est l'utilisation du travail, de la créativité, de l'intelligence et du savoir-faire d'un grand nombre de personnes, en sous-traitance, pour réaliser certaines tâches traditionnellement effectuées par un·e employé·e ou un·e entrepreneur·e. (Wikipédia)

⁴ BOURDIEU Pierre, « La précarité est partout », 1998, traduit par nous.

En résumé, le précarité est une représentation des nouvelles formes d'inégalités sociales depuis les années 1970, qui provoquent une insécurité économique et de statut, et donc une peur du déclassement. En même temps, les inquiétudes concernant l'augmentation des loyers, des frais de santé, des frais de garde d'enfants, de la crise climatique, de la guerre, etc. augmentent, car pour les personnes vivant dans la précarité, chaque dépense non prévue signifie des pertes financières critiques, car économiser n'est souvent pas possible pour elles.

Ainsi, l'insécurité se réinstalle, ce qui, comme nous l'avons déjà dit, concerne les personnes exerçant des professions peu qualifiées, mais aussi les cadres, et signifie un avenir incertain pour de plus en plus de personnes et donc constitue un gros problème pour la social-démocratie. En effet, l'insécurité déclenche souvent des instincts conservateurs : les gens veulent revenir à l'époque où tout allait bien (qui n'existait souvent pas). [slide]

Ces changements ont également un impact sur l'ensemble de la société, c'est ainsi qu'un changement fondamental des rôles familiaux et des normes de genre a eu lieu. L'image de l'homme blanc « travailleur normal », qui est le seul à gagner de l'argent et à financer les familles, a été ébranlée par le mouvement des femmes, ce qui est également dû au fait que les femmes participent de plus en plus au marché du travail et conduisent à une « féminisation du marché du travail ». [slide]

Il y a également eu une individualisation et une libéralisation de la société, qui ont été accélérées à partir des années 1980 par les mouvements féministes et néolibéraux. Les styles de vie se sont diversifiés, ils se sont donc pluralisés et des groupes jusqu'alors « marginaux », comme la communauté LGBTQIA+, groupes issus de l'immigration, ont commencé à s'exprimer et à revendiquer leurs droits. [slide]

En résumé, la social-démocratie est confrontée à un dilemme : comme son électorat habituel a changé, elle est obligée de s'adresser à de nouveaux groupes d'électeur·trice·s sans perdre son électorat habituel. En même temps, elle doit rester attractive pour les nouveaux et anciens groupes sociaux. C'est un énorme défi, mais ce n'est pas le seul. [slide]

Nous avons en plus une fragmentation, c'est-à-dire un éclatement, du système politique, quelques grands et forts partis populaires, comme le SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*) et la CDU (*Christlich Demokratische Union Deutschlands*) par exemple, ont laissé place à de nombreux partis de taille moyenne qui se font concurrence. De ce fait, il est impératif qu'un parti clarifie ce qu'il représente, sinon, il se retrouve écartelé entre les autres partis. Progressivement des offres différenciées sont créées pour un électorat différencié. [slide]

On assiste de manière générale à un vieillissement de la société, et étant donné que les jeunes électeur·trice·s ne se rendent pas aux urnes, on constate ainsi à un vieillissement de l'électorat. On peut le voir dans les récents succès électoraux en Allemagne et en Norvège, où les plus de 60 ans ont aidé les partis sociaux-démocrates à gagner. Le danger de « l'effet de cohorte » est que l'on gagne plus facilement des électeur·trice·s parmi les nouveaux·elles électeur·trice·s que parmi ceux·celles qui ont déjà voté. En d'autres termes,

si une personne qui vote pour la première fois ne vote pas pour le PS, il y a peu de chances qu'elle passe ensuite au PS. [slide]

De plus, des thèmes comme la migration et le climat restent présents, qui sont en partie controversés dans l'électorat social-démocrate, ils sont en travers de l'ancien axe politico-économique gauche-droite. Cela donne des avantages aux nouveaux partis verts et sociaux-libéraux.

Voilà pour l'instant. Nous passons maintenant aux questions et à la discussion avant d'entamer ensuite les travaux de groupe. [slide]